

## Somalie/Attentat de samedi dernier à Mogadiscio Le bilan s'alourdit à 276 morts !

AFP  
Mogadiscio/Somalie

**Avec l'aide du gouvernement, les familles continuaient hier à rechercher leurs proches disparus.**

LE gouvernement somalien poursuivait ses efforts hier pour aider les familles des victimes de l'attentat de samedi à Mogadiscio, le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie avec au moins 276 morts et 300 blessés, à retrouver la trace de leurs proches disparus. Le ministère somalien de l'Information a communiqué dans la nuit le premier bilan officiel de l'attaque, indiquant que "276 personnes ont été tuées dans l'explosion (...) et 300 autres personnes blessées ont été admises dans les différents hôpitaux de Mogadiscio". "Il y a encore une opération nationale de secours en cours et nous partagerons toute nouvelle information", a ajouté ce communiqué, laissant entendre que ce bilan pourrait encore augmenter.

Le gouvernement a précisé avoir mis en place un "comité d'urgence", pour

"aider les familles à chercher leurs proches disparus et contribuer financièrement auprès de ceux dont les propriétés ont été détruites dans l'explosion". Dès dimanche, les habitants de la capitale avaient commencé à partager des noms et des photos sur Facebook pour tenter de retrouver des proches disparus.

Cet attentat au camion piégé est survenu en milieu d'après-midi samedi au carrefour K5, dans le district de Hodan, un quartier commerçant très animé d'une capitale toujours bouillonnante d'activité en dépit des nombreux attentats. Des bâtiments et véhicules ont été fortement endommagés sur des centaines de mètres par la très forte explosion, qui a laissé de nombreux corps brûlés ou déchiétés. Plusieurs experts interrogés par l'AFP ont estimé que la charge était au minimum de 500 kg.

"Cent onze des corps morts ont été enterrés par leurs proches, alors que le gouvernement local à Mogadiscio a respectueusement enterré les autres. Il y aura un deuil national et des prières pour les victimes

dans les jours à venir", a indiqué le ministère de l'Information. Le précédent attentat le plus meurtrier en Somalie avait fait au moins 82 morts et 120 blessés en octobre 2011. Il avait déjà impliqué un camion piégé qui avait visé un complexe ministériel à Mogadiscio. Des centaines de personnes sont descendues dimanche dans les rues de Mogadiscio pour exprimer leur colère après cette attaque qui a choqué les Somaliens, pourtant habitués aux attentats quasi quotidiens.



Des blessés étaient évacués hier vers la Turquie, au surlendemain de l'attentat de Mogadiscio dont le bilan est passé à 276 morts.

Au moins 723 personnes ont été tuées et 1 116 blessées dans des attaques à la bombe en Somalie en 2016, selon le centre de réflexion Sahan, basé à Nai-

robi, des chiffres en nette hausse par rapport à 2015. **PEUT-ETRE PAS LA CIBLE VISEE** • L'attentat n'a pas été revendiqué. Mais les autorités et les experts interrogés par l'AFP n'ont aucun doute que islamistes somaliens shebab, liés à Al-Qaïda et qui lancent fréquemment des attentats-suicides dans Mogadiscio et ses environs, sont derrière cette attaque. Les shebab ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22 000 hommes de la force de l'Union africaine (Amisom).

Habituellement, les shebab visent plutôt les hôtels dans lesquels résident les responsables officiels, ce

qui n'est pas le cas de l'hôtel Safari, un établissement populaire, devant lequel l'explosion s'est produite. Selon une source sécuritaire régionale, la cible initialement visée pourrait n'avoir pas été celle-là. Une seconde explosion, d'une voiture piégée, qui n'a fait que deux blessés, a eu lieu samedi deux heures plus tard non loin de la première. Cette source n'exclut pas un scénario dans lequel la voiture aurait eu pour rôle d'ouvrir la route au camion parmi l'un des nombreux barrages qui recouvrent la capitale, pour lancer ce dernier vers une cible non déterminée. Pour une raison inconnue, tout ne se serait pas passé comme prévu. Des personnes grièvement blessées ont commencé à être évacuées hier matin par un avion militaire turc, venu apporter de l'aide médicale, et qui devait les emmener en Turquie, a constaté un journaliste de l'AFP. Les réactions internationales ont afflué, Paris, Londres, Washington, Ankara et l'Union africaine (UA), exprimant notamment leur "solidarité" avec la Somalie.

## Angola/Politique

### Les promesses du président

AFP  
Luanda/Angola

LE président angolais Joao Lourenço a dévoilé hier devant les députés un plan d'incitations fiscales pour relancer l'investissement étranger dans l'économie du pays, dont il a concédé les "difficultés" pour cause de chute des prix du pétrole.

"Nous prévoyons l'adoption d'incitations fiscales pour les entreprises qui décident d'investir dans le pays", a annoncé le nouveau chef de l'Etat lors de son premier discours devant le Parlement issu des élections générales du 23 août. "Notre pays est dans une situation économique et financière difficile, résultant de la baisse des prix du pé-

trole sur le marché international et de la baisse conséquente des liquidités en devises étrangères", a-t-il constaté.

Principal pays producteur d'or noir d'Afrique subsaharienne avec le Nigeria, l'Angola subit de plein fouet depuis 2014 les effets de la chute prolongée des cours du baril de brut. Malgré ces difficultés, M. Lourenço a maintenu ses prévisions de croissance pour 2017 à +2,1%, après la contraction (-0,7%) enregistrée en 2016, et annoncé une réduction de l'inflation à 22,9% cette année, contre 42% en 2016.

Dans ses dernières prévisions publiées la semaine dernière, le Fonds monétaire international (FMI) a anticipé une croissance de



Le président Joao Lourenço à la tribune de l'Assemblée nationale hier.

1,5% en Angola cette année. Joao Lourenço, 63 ans, a pris ses fonctions de chef de l'Etat le mois dernier

après la très large victoire remportée le 23 août par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir

dans le pays depuis son indépendance en 1975.

Il a succédé à Jose Eduardo dos Santos, qui a régné sans partage sur le pays pendant trente-huit ans.

Lors de son discours, M. Lourenço a également promis un "renforcement du système démocratique" et de "corriger certaines pratiques générales" en "donnant l'exemple".

L'opposition angolaise accuse le régime du MPLA de systématiquement réprimer les voix critiques et reproche à l'ex-président dos Santos d'avoir mis l'économie du pays en coupe réglée aux bénéfices de sa famille et d'une élite.

Malgré sa manne pétrolière, l'Angola reste l'un des pays les plus pauvres de la planète.

## A travers le monde

• **Allemagne/Politique.** Merkel dit ne pas être affaiblie



La chancelière Angela Merkel a assuré hier ne pas être affaiblie par l'échec enregistré lors d'un scrutin régional par son parti conservateur, se disant "très confiante" avant des pourparlers difficiles pour former le prochain gouvernement.

• **Venezuela/Législatives.** Coup d'arrêt pour l'opposition

La nette victoire (17 Etats sur 23 remportés) du camp du président Nicolas Maduro aux élections régionales vénézuéliennes est un coup dur pour l'opposition, pourtant donnée largement favorite, qui conteste les résultats et apparaît désarmée.

## Turquie/Quinze mois après la tentative de coup d'Etat

### Ankara prolonge encore l'état d'urgence

AFP  
Istanbul/Turquie

LE gouvernement turc a approuvé hier une nouvelle extension de l'état d'urgence instauré dans la foulée de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, a annoncé le porte-parole du cabinet. Cette décision vise à per-

mettre au pays de lutter contre le "terrorisme" et à protéger "la démocratie, l'Etat de droit, les droits et libertés de nos citoyens", a déclaré Bekir Bozdag, porte-parole du gouvernement.

L'approbation de cette mesure au cours du Conseil des ministres n'était qu'une formalité après que le conseil de sécurité nationale, dirigé par le

président Recep Tayyip Erdogan, a hier "recommandé" au gouvernement de prolonger l'état d'urgence.

Une fois formellement entérinée par le parlement, cette nouvelle extension de l'état d'urgence sera la cinquième depuis l'instauration après le putsch manqué de cette mesure qui élargit considérablement les pouvoirs des

forces de sécurité. L'état d'urgence, promulgué le 20 juillet, a déjà été prolongé quatre fois : en octobre, en janvier, en avril et en juillet, à chaque fois pour une durée de trois mois.

Dans le cadre de l'état d'urgence, les autorités turques traquent inlassablement les partisans présumés du prédicateur Fethullah Gülen, accusé

par Ankara d'avoir piloté le coup de force, ce que l'intéressé nie.

Mais au-delà des putschistes présumés, les purges ont également frappé des opposants prokurdes, des médias critiques et des ONG.

Depuis le putsch avorté, plus de 50 000 personnes ont été arrêtées et plus de 100 000 limogées.